DIAL 3105

COLOMBIE - Notes de voyage (2-12 avril 2010)

François Houtart

samedi 1er mai 2010, mis en ligne par Dial

François Houtart, dont DIAL a publié récemment une analyse critique des agro-carburants [1] a effectué un voyage en Colombie début avril. Les notes qu'il a prises à cette occasion sont un témoignage précieux sur la situation actuelle du pays.

Invité par la Commission inter-ecclésiale Justice et Paix, j'arrive à Bogota le vendredi saint dans l'après-midi. Cette Commission fait le lien, à l'échelle nationale, entre la foi chrétienne et la défense des populations contre les injustices. Dans un pays où la violence est endémique, à cause de situations d'injustice profonde, le travail ne manque pas. À deux reprises déjà je m'étais rendu avec eux, dans le cadre d'une Commission éthique, à l'intérieur du pays, dans le Chocó, près de la frontière avec le Panama et dans le Putumayo près de la frontière de l'Équateur, pour rencontrer et interroger des communautés paysannes, indiennes et noires, déplacées de leurs terres, souvent de manière brutale, soit par les militaires, soit par les paramilitaires au service des entreprises pétrolières, minières ou de l'agro-industrie (notamment pour la production des agro-carburants). Dans le pays, ce sont des centaines de personnes qui sont massacrées. Des centaines de milliers d'autres sont déplacées. La Commission est formée d'une équipe de jeunes religieux et religieuses catholiques et de laïcs de diverses Églises chrétiennes. Ils ont un courage remarquable car ils sont régulièrement menacés de mort.

Je loge dans la famille de l'un des membres de la Commission. J'ai été invité pour un séminaire de 4 jours sur Foi et Politique, avec plus d'une centaine de membres des communautés locales du pays. Dès le samedi-saint, quelques contacts sont organisés au bureau de la Commission pour la préparation du séminaire. Le dimanche, je célèbre la messe dans une paroisse de la ville et le thème de l'homélie est : la résurrection, comme symbole de la victoire de la vie sur la mort.

La violence au quotidien : les victimes de l'armée

Lundi de Pâques, le matin je rédige mon intervention pour le Sommet sur le climat à Cochabamba [2], où je vais traiter des Tribunaux internationaux et des conditions de la création d'une Cour pénale internationale sur les dégâts infligés à la nature. Ensuite, déjeuner avec Lilia Solano, de Justicia y Vida, organisme de défense des droits humains. Sont présents également un avocat travaillant dans ce domaine et deux femmes d'un des quartiers du sud de Bogota. Il s'agit de Ciudad Bolívar (près d'un million d'habitants), où règne une pauvreté très grande et dont la population provient en grande partie de déplacés des régions rurales. Toutes les deux ont eu des fils assassinés. En 2005, j'avais présidé un tribunal d'opinion sur les assassinats de jeunes dans cette partie de la ville (plus de 600 en trois ou quatre ans) et le verdict avait été la condamnation des paramilitaires, principaux acteurs de ces meurtres de jeunes refusant de se faire enrôler dans leurs rangs. Mais nous avions abouti à la conclusion que cela ne pouvait se passer sans la complicité de l'armée, des forces de l'ordre et même de certains milieux politiques.

Cette fois les circonstances sont différentes. Les fils de ces deux femmes font partie de ce qu'on appelle les « *falsos positivos* », c'est à dire de faux guérilleros tués par l'armée. Le phénomène date des années

2008 environ, à partir du moment où la guérilla a reflué vers les zones montagneuses, après les offensives militaires et où le nombre de guérilleros éliminés par l'armée a également baissé. Or, il fallait du nombre, pour prouver l'efficacité de la politique militaire et satisfaire l'opinion. D'où l'idée de recruter frauduleusement des jeunes des milieux les plus pauvres (peu de risque de répercussions) et de les faire passer pour des membres des groupes armés. Certains commandements militaires se servent ainsi d'intermédiaires, souvent des anciens militaires démobilisés, qui recrutent des jeunes sous prétexte de leur offrir un travail. Il n'est pas difficile de les convaincre, car la plupart n'ont pas d'emploi. Ils les amènent ensuite dans un lieu où un camion militaire les conduit dans une région de province (dans ce cas, le département de Santander). Ils sont exécutés à leur arrivée, revêtus ensuite d'uniformes de la guérilla et présentés en public comme le résultat d'une opération de combat.

On estime qu'environ 2000 jeunes ont été ainsi tués depuis 2008 et plus d'un millier de cas sont aux mains de la justice. Les intermédiaires reçoivent entre 100 et 200 dollars par jeune et les militaires un avancement ou une récompense militaire. Il ne s'agit donc plus seulement d'actions de paramilitaires, mais des forces armées elles-mêmes. La découverte de cette pratique a évidemment soulevé beaucoup d'inquiétudes dans le pays. Officiellement on réagit, mais cela est considéré comme une bavure dans la lutte contre le terrorisme.

Dans le cas de la première femme, son fils de 28 ans a répondu à l'offre de travail. Il n'est plus revenu à la maison. La curiosité d'un juge, ayant découvert que les guérilleros soi-disants tués en combat, provenaient tous du même endroit dans ce quartier pauvre de Bogota, a permis de découvrir la vérité. La maman a été prévenue qu'elle pouvait récupérer le corps de son fils dans la province de Santander. Elle a dû elle-même assumer les frais de transport du corps et depuis bientôt deux ans elle peine à rembourser l'emprunt qu'elle a dû contracter à cette fin. Le plus jeune frère, de 23 ans, face à cette situation, se révolta et insulta les militaires. Peu de temps après, il était lui-même assassiné dans son quartier. La maman qui a encore 4 autres enfants essaye que la justice lui reconnaisse une compensation financière.

L'autre femme avait un fils de 28 ans également, handicapé mental. C'était le résultat d'un accident de voiture, quand elle attendait sa naissance. Elle fut renversée et l'enfant qu'elle attendait en fut affecté. Il fut enlevé dans sa maison un jour de 2008 et subit le même sort que l'autre jeune, dans le même département de Santander.

Inutile de dire que cette rencontre fut émouvante. Les deux mères ont été fortement marquées par ces événements et cela se remarque sur leur visage. L'avocat qui fait partie d'un organisme de défense des droits humains expliqua comment il essayait de défendre ces cas et il détailla les obstacles qu'il rencontrait dans cette tâche. Lui aussi était menacé. Vint nous rejoindre la présidente de la coordination des Mouvements de femmes de l'Amérique latine, chez qui j'avais été hébergé il y deux ans et qui est active dans la défense des femmes vivant de telles situations.

La sénatrice Piedad Cordoba

Le soir, rencontre avec la sénatrice Piedad Cordoba, qui, la semaine précédente, avait participé à la libération de deux soldats prisonniers des FARC [3]. Ce fut le résultat de nombreux et pénibles efforts, qui ont bénéficié de la médiation des présidents Chávez, Correa et Lula et de l'Église catholique colombienne. L'hélicoptère avait été fourni par l'armée brésilienne. L'un des militaires était Pedro Moncayo, le fils du professeur Moncayo, que j'avais bien connu lors de sa campagne magnifique pour la libération de son fils. Il avait parcouru à pied la Colombie, puis une partie de l'Europe, avec une chaine au coup. Nous nous étions rencontrés à Bogota, à Madrid et à Bruxelles. Il militait aussi pour un accord humanitaire entre les deux parties, pour échanger les prisonniers et libérer les séquestrés, ce qui l'opposait fortement au gouvernement Uribe.

Les FARC ont fait ce geste de manière unilatérale, sans compensation, pour marquer leur désir d'aller de l'avant dans ce sens. Le jeune Moncayo qui a passé 12 ans comme prisonnier, a remercié les présidents Chávez et Correa et l'armée brésilienne et évidemment Piedad Cordoba, mais pas le président Uribe. En effet, ce dernier s'est toujours opposé à ce genre de libérations, sauf dans le cas d'Ingrid Betancourt, après des années de pression, et il est probable que la proximité des élections ait joué en faveur d'une

issue heureuse pour les deux militaires. Les FARC ont cependant fait savoir que de prochaines libérations seraient liées à une réciprocité, de la part du gouvernement qui détient de nombreux prisonniers de la guérilla, dont plusieurs sont détenus aux États-Unis.

Les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie)

Il est difficile de l'extérieur de comprendre la situation. Que sont les FARC ? Le mouvement de résistance armée a commencé au début des années soixante, au départ de paysans expulsés de leurs terres par des propriétaires terriens dans le département de Tolima, non loin de Bogota. Il s'est étendu à l'ensemble du territoire, lié politiquement au Parti communiste colombien. En même temps, naissait un autre mouvement, l'Armée de libération nationale (ELN, pour *Ejercito de Liberación Nacional*) d'inspiration plus guévariste et ayant aussi des bases paysannes, mais indépendant du Parti communiste considéré par eux comme trop lié au modèle soviétique. C'est à ce mouvement que Camilo Torres se joignit en 1965, quand le mouvement d'Union populaire qu'il avait fondé fut considéré comme dangereux par la classe politique au pouvoir et que sa tête avait été mise à prix. J'avais à cette époque essayé de le persuader de prendre une distance vis-à-vis de la réalité colombienne et obtenu une bourse pour qu'il puisse venir faire son doctorat à Louvain, mais il avait refusé, disant que cela serait trahir tous ceux qui lui avaient fait confiance.

Avec le temps les deux mouvements se renforcèrent, surtout les FARC. Il y eut des affrontements fréquents entre les deux mouvements, mais surtout avec les gouvernements successifs qui n'acceptèrent jamais de réaliser une réelle réforme agraire et qui s'engagèrent dans des politiques néolibérales, encouragées par les organismes financiers internationaux, qui rendirent de plus en plus précaire la situation des populations paysannes. À cela s'ajouta le développement du narcotrafic, dominé par les cartels de Medellín et de Cali (en confrontation sanglante) une fois de plus au détriment des couches paysannes. Se développèrent aussi la monoculture (bananes, canne à sucre, palme), les exploitations pétrolières, l'extraction minière, avec la nécessité de contrôle de territoires entiers, dont les populations étaient déplacées de gré ou de force (plus de 4 millions de déplacés intérieurs, plus de 3 millions passés au Venezuela et 2 millions en Équateur).

Le monde paysan était de plus en plus bouleversé, les communautés indiennes et celles de descendance africaine fortement affectées dans leur mode de vie. Les paramilitaires formés par les groupes d'intérêt économique pour se protéger des réactions populaires, devinrent bientôt un État dans l'État, collaborant avec l'armée pour les sales besognes, au service des barons du narcotrafic et des entreprises multinationales cherchant à développer leurs activités dans le pays. Des milliers de paysans furent massacrés. Beaucoup furent aussi les victimes des affrontements entre la guérilla et l'armée. Bref, la violence, une fois de plus, s'installait comme une manière de vivre et surtout de reproduire la société comme un système de privilèges pour une minorité.

Que devinrent les FARC au cours de ces années ? Le mouvement s'institutionnalisa dans sa situation d'insurrection essentiellement rurale. N'obtenant guère de résultats politiques, étant harcelé par l'armée, il recourut au narcotrafic et aux séquestrations pour armer ses recrues, ce qui éroda sérieusement sa crédibilité et ses fondements politiques et moraux, contribuant ainsi au renforcement des bases idéologiques de la politique gouvernementale et au soutien extérieur à cette dernière. Les otages servaient de monnaie d'échange pour ses propres prisonniers ou comme moyen de monnayer des libérations. Par ailleurs, les militaires capturés étaient considérés comme des prisonniers de guerre et non comme des séquestrés, comme les présentaient le gouvernement. L'isolement joint à l'origine paysanne du mouvement contribuèrent au développement d'un discours dogmatique et parfois hors du réel.

La politique du président Uribe

La politique du président Uribe fut de régler le problème par voie militaire, excluant toute négociation. Il réussit à repousser les guérillas dans les zones montagneuses, à rétablir une sécurité relative dans les régions rurales par une militarisation à outrance et à sécuriser les villes. Le nombre de victimes des violences diminua, mais le problème de fond restait non résolu. Il fut aidé dans sa tâche par les États-Unis, grâce au Plan Colombie et ensuite le Plan patriotique. Le pays devint la puissance militaire la plus

importante du continent, au point d'inquiéter sérieusement ses voisins. En même temps, il entreprit de régler le problème des paramilitaires, en les intégrant dans la société. Quelques-uns d'entre eux ayant commis des crimes publiquement connus, surtout ceux liés au cartel de Cali, adversaires du cartel de Medellín, avec lequel le président Uribe et ses partisans avaient des liens privilégiés, furent jugés en nom de la loi Justice et paix, mais avec des peines relativement légères. D'autres furent extradés aux États-Unis pour narcotrafic.

Pendant que de nombreux paramilitaires étaient réintégrés, prenant une place parfois prépondérante dans les organes politiques du pays, de nouveaux groupes voyaient le jour, plus violents que jamais, tels que les *Aguilas negras* (Aigles noirs), aujourd'hui omniprésents et dont je reçus moi-même une menace de mort écrite, après la session du Tribunal sur les disparus (plus de 30 000 dans le pays). La vie politique est gangrenée par ce problème. Plus de 40 parlementaires du parti du président Uribe sont en prison pour liens avec les paramilitaires et remplacés au sénat et au parlement par leurs substituts. Une partie de la Justice est en conflit avec le Président, surtout la Cour constitutionnelle, qui ne lui a pas permis de changer la Constitution pour se représenter une troisième fois. C'est en grande partie une lutte de pouvoir au sein des élites.

Les paramilitaires

Un certain nombre de chefs paramilitaires en prison aux États-Unis ont décidé de parler. À deux reprises Piedad Cordoba les a rencontrés. Ils ont expliqués en détails leurs liens avec le pouvoir politique, jusqu'à la présidence, l'utilisation des revenus du narcotrafic pour financer les campagnes électorales, les assassinats de leaders politiques, syndicaux et d'autres mouvements sociaux parfois sur la demande expresse du pouvoir. En septembre 2009, quand j'étais à New York pour les Nations unies, une réunion fut organisée, au siège de l'ONU, avec Piedad, Miguel D'Escoto, le président de l'Assemblée générale, Ramsey Clark, l'ancien ministre de la justice du président Clinton, Michael Kennedy, avocat à Washington et plusieurs autres personnes, pour constituer une Commission internationale susceptible de recevoir les aveux des chefs paramilitaires emprisonnés aux États-Unis. La tâche est devenue plus difficile, car ils ont été dispersés dans des prisons aux quatre coins du pays, mais surtout à cause des représailles dont leurs familles et anciens collaborateurs font l'objet. Des dizaines d'assassinats en ont déjà été le prix.

La vie politique

Avec Piedad Cordoba, qui est membre du Parti libéral, lors de la soirée passée chez elle, nous parlons des élections parlementaires qui viennent d'avoir lieu. Le parti du président Uribe a nettement gagné ces élections. Mais, il y eut près de 65 % d'abstentions. À cela il faut ajouter plus de 10 % de la population non inscrites sur les listes électorales. Aux élections présidentielles, c'est plus de 50 % des gens qui ne votent pas. Cela signifie dans la majorité de la population, une profonde crise de confiance vis à vis du champ politique. Il s'agit surtout du monde paysan. Votent en faveur de la droite au pouvoir, les classes supérieures et les classes moyennes urbaines qui ont gagné en sécurité et dont beaucoup n'ont aucune conscience de la situation réelle. Les moyens de communication sont aux mains de la droite. Le seul journal quotidien existant *El Tiempo* a été pendant longtemps – avant d'être racheté par le group espagnol Planeta – la propriété du vice-président [4], lui-même frère de l'ancien ministre de la défense, Juan Manuel Santos (2006-2009), le candidat le plus probable à la succession du président Uribe. Les autres moyens de communication sociale sont majoritairement pro-gouvernementaux et appuient sans réserve les politiques officielles. Bien peu de visions critiques et presqu'aucune analyse un peu profonde, sinon dans des cercles intellectuels et politiques sans impact massif. Formellement le pays est une démocratie et en vérité certains processus démocratiques existent, mais de quelle démocratie s'agit-il ?

Or, il faut absolument sortir de la guerre civile en cours. L'absence de solution sociale réelle, surtout pour le monde rural, a pour effet que, malgré la militarisation intense, la guérilla est en train de reprendre de l'importance. Elle a changé de tactique. À partir de ses bases dans les montagnes, elle opère des sorties plus nombreuses aujourd'hui contre les paramilitaires et l'armée. L'information sur ces opérations reste à peu près inconnue de l'opinion publique, sinon localement. La résistance armée semble recruter de plus en plus de jeunes, non pas tellement de manière forcée ou en recrutant des enfants, comme l'affirment les

sources officielles, mais parce que de nombreux jeunes paysans ont vu les leurs déplacés et massacrés ou parce qu'ils n'ont pas de travail et aucune issue socialement valable. Il semble que ce soit l'ELN qui ait surtout augmenté son recrutement au cours des derniers mois.

Le travail de Piedad Cordoba, avec le mouvement Colombiens et Colombiennes pour la paix, consiste à obtenir la libération des otages et des prisonniers et à cet effet elle propose un Accord humanitaire. En 2009, lors d'un séminaire destiné à renforcer la réflexion du mouvement, j'avais été invité à faire un exposé sur le rôle de la Colombie dans la géostratégie des États-Unis dans la région, le lien entre les élites locales et cette politique et les perspectives d'avenir pour une société plus juste. L'Accord humanitaire serait un premier pas vers une solution négociée. Mais c'est ce que le Gouvernement ne veut pas, privilégiant la solution militaire, comme ce fut le cas au Sri Lanka, avec la rébellion tamoule.

Le soir précédent, l'appartement de Piedad Cordoba a été cambriolé, alors qu'elle était en province. Or, l'immeuble est particulièrement protégé, y compris par les services de sécurité. Demain, la police doit venir faire les constats. Plus grave cependant, pendant son séjour en Europe et notamment à Bruxelles pour informer le Parlement européen, elle a fait l'objet d'une accusation par le procureur de la République, de complicité avec les FARC, ce qu'elle dément immédiatement. Adolfo Pérez Esquivel et moi-même, avons immédiatement lancé un appel international à des signatures pour appuyer la courageuse sénatrice.

Or, la situation est tendue, car les principaux candidats aux élections présidentielles de mai et juin 2010, se sont prononcés contre l'Accord humanitaire et pour la solution militaire. Faire autrement serait en effet reconnaitre qu'il s'agit d'une guerre civile et pas seulement d'une lutte contre le terrorisme. L'Église catholique, bien que particulièrement conservatrice, est favorable à un tel accord, comme ce fut affirmé par Monseigneur Gómez, qui accompagna Piedad Cordoba lors de la libération des deux militaires. Quant au cardinal Castrillón, membre colombien de la curie romaine, il affirme dans une interview à *El Tiempo* du 5 avril 2010, qu'il était nécessaire d'engager des négociations.

C'est l'impasse totale et les prochaines élections ne risquent guère d'améliorer les choses. Le candidat le plus probable, l'ancien ministre (de la défense) Juan Manuel Santos, est partisan d'une ligne dure. L'autre candidat qui le suit d'assez près, Antanas Mockus, du parti des Verts, ancien maire de Bogota et ancien recteur de l'Université nationale s'oppose à l'Accord humanitaire, car cela signifierait le début d'une reconnaissance politique de la résistance armée. Il a privatisé à outrance l'Université nationale et se dit un « néolibéral éthique ». Sa gestion de Bogota a été appréciée. Il a de nombreux partisans parmi les jeunes urbains, mais en termes politiques c'est surtout un conservateur aujourd'hui habillé de vert, ce qui s'inscrit très bien dans l'air du temps.

Le Pôle démocratique (*Polo Democrático*) avait semblé une alternative valable. Mais, aujourd'hui, son président, le sénateur Petro, est crédité dans les sondages de 3 et 6 % des intentions de vote seulement. C'est donc une déroute, provoquée par les divisions et les aspirations politiques internes. Carlos Gaviria, ancien juge de la Cour suprême et sénateur a été évincé. C'était un candidat humaniste et démocrate, qui aurait pu assurer une transition pacifique et sous la présidence duquel les FARC auraient pu se transformer en mouvement politique, comme un de leurs représentants à l'extérieur, rencontré dans une réunion internationale, me l'avait affirmé, en 2008.

La paix nécessaire en Colombie passe par la justice. C'est ce qu'affirment de nombreuses organisations de défense des droits humains et une partie de l'Église catholique, mais que conteste Antanas Mockus, dans une interview à radio Caracol. Il y a donc pour le moins deux Colombies. À Bogota, la vie parait celle d'une ville ordinaire, avec son trafic gigantesque, ses édifices impressionnants, ses universités, ses lieux de diversion où se réunissent les jeunes le vendredi soir. Rien ne parle de guerre. Le président Uribe a même réussi à faire disparaître la présence trop visible des militaires. Il est vrai que la ville est divisée en deux, le nord avec la classe moyenne supérieure et les riches, le sud avec la classe moyenne sans grands moyens d'existence et les pauvres qui se comptent par millions et s'entassent dans un habitat indescriptible. La ville qui compte est évidemment celle du nord et du centre. C'est elle qui vote pour la sécurité. C'est elle qui est socialement visible.

La bourgeoisie colombienne

On peut s'interroger sur le pourquoi d'une telle situation de violence en Colombie depuis tant d'années. Même si celle-ci a pris des formes nouvelles, elle n'est pas récente dans le pays. Lors des années 60, c'était la lutte entre les conservateurs et les libéraux, qui a fait quelque 300 000 morts. Je me rappelle que le centre de ce qu'on appelait « *la violencia* » était à cette époque le département de Tolima. Je participai à une campagne en faveur de la fin des hostilités, passant de villages en villages, dans l'un où la moitié des maisons avaient été détruites par les conservateurs et dans l'autre par les libéraux, les deux partis de la bourgeoisie qui se disputaient la clientèle paysanne. Un dimanche, je célébrai une messe dans une paroisse rurale, avec un soldat armé d'un fusil à mes côtés. Beau contraste !

Mais les inégalités sociales ne sont pas le fait seulement de la Colombie en Amérique latine. Le Brésil possède le score le plus élevé en la matière, et cependant on n'y connait pas une violence aussi systématique. Certains ont recouru à une explication psychologique. Personnellement je n'y crois guère. L'hypothèse que je préfère avancer est que la Colombie possède la bourgeoise la plus dure, mais aussi la plus intelligente et peut-être la plus cultivée du continent. C'est la combinaison entre ces éléments, qui serait à la base de cette situation. Depuis l'indépendance, c'est une oligarchie qui tient en main les rennes du pays. Elle été capable de se maintenir au pouvoir, écartant toute réforme agraire sérieuse, mais en sachant se moderniser. Elle n'a pas boudé l'industrialisation, surtout dans le cas de Medellín, ce qui renforça cependant le clivage conservateurs-libéraux. Elle ne refusa pas le développement d'une classe moyenne, qu'elle réussit à identifier politiquement avec ses intérêts. Elle n'hésita pas à se servir du narcotrafic, comme base souterraine de son pouvoir économique. Elle entra de plein pied dans le système néolibéral, avec la privatisation des services publics et l'entrée du capital étranger, avec lequel elle fit alliance. Elle s'est montrée efficace et sans aucun scrupule écologique ou social dans l'établissement du modèle extractif du développement et dans l'agro-énergie. Elle créa le para-militarisme pour protéger ses propriétés. Elle développa toutes les institutions élitistes nécessaires à sa reproduction sociale : écoles, universités, cliniques, théâtres, espaces de loisir. Elle justifie aujourd'hui son pouvoir par la lutte contre un terrorisme qu'elle a elle-même engendré. Elle établit des liens avec l'Église catholique, parfois conflictuels sur certains points, comme la laïcité, mais fondamentalement légitimateurs. Elle a fourni aux États-Unis le point d'appui nécessaire à la présence de ces derniers sur le continent.

Tout cela ne se réalisa pas sans contradictions, à l'intérieur de la classe sociale dominante, d'une part, et avec les classes sociales subalternes de moins en moins susceptibles d'accepter une telle situation, de l'autre. Le clivage conservateurs-libéraux fut classique dans l'ensemble du continent. Il prit en Colombie un caractère accentué et finalement violent, parce que les deux fractions se disputaient la même hégémonie dans une société duale, maintenue par leur possibilité d'accès à l'utilisation de la force. Mais plus important encore fut la montée, à partir de la moitié du XX^{e} siècle, de forces politiques de changement et de mouvements populaires organisés. La réplique fut chaque fois implacable. Les leaders furent assassinés et la répression s'exerça sans limites. Les formes de la République restèrent démocratiques, mais les pratiques, quand il le fallait, allaient à l'encontre de tout ce qui était tolérable. Il s'agit bien de la bourgeoise la plus dure de l'Amérique latine, prête à tout pour défendre les principes de son hégémonie économique et politique.

C'est son intelligence qui lui a permis de maintenir au cours du temps sa position dominante. Elle a su absorber les éléments dynamiques des classes moyennes et même dans certains cas des milieux populaires. Elle a utilisé avec astuce tous les instruments à sa disposition, depuis le narcotrafic jusqu'aux alliances militaires. Mais tout cela se fit avec le maintien d'une image de démocratie et de respectabilité, dont les signes sont restés toujours visibles. C'est ce qui lui permet de garder l'appui des nations démocratiques. Par ailleurs, le raffinement de la culture, la vie artistique développée, la qualité de l'éducation dispensée par des institutions de haut niveau (souvent organisées par les Églises chrétiennes), la chaleur de l'esprit colombien, donnent à cette classe sociale une puissance d'attraction qui n'a rien d'artificiel, mais dont l'ignorance des bases objectives permet de prolonger l'immense contradiction et finalement le scandale des rapports sociaux réellement existants. Il faut ajouter que les dirigeants politiques contestataires sortirent généralement de ses rangs, Jorge Eleiser Gaitán et Camilo Torres, par exemple, ce qui, cependant, ne les empêcha pas d'être éliminés.

Les étudiants qui rappellent la mémoire de Camilo

Le mardi après Pâques, je suis invité par l'Association des étudiants de l'Université nationale. La conférence a lieu dans le bâtiment des programmes post-licence de sciences sociales, un édifice très beau, construit en matériaux locaux par un excellent architecte colombien. Cela me rappelle bien des souvenirs, notamment le long séjour passé en 1960, où je collaborai avec Camilo Torres et le sociologue Orlando Fals Borda à la création de l'Institut de sociologie. Cela n'avait pas été sans peine. Le conseil de l'Université avait un représentant de l'épiscopat catholique, qui s'opposait à la nomination de Fals Borda comme directeur, parce qu'il était protestant. À cette époque le concordat entre l'État colombien et le Saint Siège accordait un énorme pouvoir à l'Église catholique. Camilo Torres me demanda d'intervenir auprès du cardinal Concha, à cette époque archevêque de Bogota. Ce dernier me reçut et je lui expliquai que malgré le fait qu'Orlando Fals Borda soit un « hérétique », il était un homme honorable et un très bon sociologue. Il semble que je l'aie convaincu, car peu après il fut nommé directeur. La même année, Fals Borda me demanda de rédiger le premier cahier de l'Institut, sur la sociologie urbaine. En entrant sur le campus universitaire, je croise Leopoldo, l'ancien vice-recteur, sociologue, ancien de l'UCL [5]. C'est à son initiative que l'Université nationale m'avait accordé en 2005 le Prix Camilo Torres, instauré peu après la mort de ce dernier et dont j'eu le privilège d'être le premier bénéficiaire.

La conférence aux étudiants porte sur les crises contemporaines et leurs solutions, ce que j'illustre par un certain nombre de graphiques. Dans la ligne de mon intervention aux Nations unies, j'essayai de montrer que, dans la logique du système économique actuellement dominant, les solutions sont illusoires, car cette même logique est à la base des multiples crises. Il s'agit donc de transformer les paradigmes de la vie collective de l'humanité sur la planète : un autre rapport à la nature, de l'exploitation au respect ; une autre manière de produire des biens et des services, en privilégiant la valeur d'usage sur la valeur d'échange, base du capitalisme ; une démocratie généralisée des rapports sociaux et des institutions et une multi-culturalité se refusant à identifier développement et occidentalisation.

Ces nouveaux paradigmes, base du Bien commun de l'humanité, sont promus par des milliers de mouvements sociaux dans le monde, mais ils ont besoin d'une cohérence théorique, rôle des intellectuels et aussi d'une convergence politique, afin de changer le rapport de force. Une Déclaration universelle du Bien commun de l'humanité serait un instrument pédagogique pour une telle fin. Utopie que tout cela ? Oui, mais une utopie nécessaire pour l'avenir de la planète et du genre humain, utopie, non comme illusion, mais comme ce qui n'existe pas aujourd'hui, mais pourrait exister demain. Excellentes réactions chez les étudiants, longue période de discussion. Près de trois heures de contacts. Parfois un peu fatiguant, à 2 600 m. d'altitude et un hiver qui débute désagréablement, avec des pluies froides.

Le soir viennent dîner chez Danilo Rueda et sa femme, française, Cathy, chez qui je loge, Patricia Umaña, veuve d'Eduardo et son fils Camilo, jeune juriste qui travaille avec un groupe d'avocats sur les violations des droits humains. Eduardo Umaña avait fait office de procureur lors de la session du Tribunal des peuples que j'avais présidée à Bogota en 1992 et qui portait sur l'impunité en Amérique latine, après les nombreux régimes dictatoriaux des années 60 et 70. La session, précédée par des audiences dans divers pays, avait été préparée par le Père Xavier Girardot, jésuite et aussi par Paul Émile Dupret, juriste belge qui vivait à cette époque en Colombie. Parmi les membres du jury figuraient Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la paix argentin et Monseigneur Méndez Arceo, évêque mexicain de la ville de Cuernavaca. Très actif dans la défense des victimes des paramilitaires, Eduardo fut abattu dans son bureau d'avocat peu de temps après. Son père, également juriste et professeur à l'Université nationale, était un cousin de Camilo Torres. Il mourut en 2008 et je participai à la séance d'hommage qui lui fut rendu à l'Université. Avec Patricia et Camilo, nous évoquons bien des souvenirs, mais aussi la situation actuelle, toujours aussi dure pour ceux qui défendent les victimes de la violence.

Séminaire Foi et Politique avec les communautés rurales

Le lendemain commence le séminaire Foi et politique avec les membres des communautés paysannes, indiennes et noires en liaison contactés par la Commission inter-ecclésiale Justice et paix. Cela se passe dans l'extrême sud de Bogota, dans un quartier populaire où se trouve un local de réunion du diocèse.

Environ 120 personnes sont présentes. Certains ont fait une ou deux journées de bus pour arriver. Beaucoup sortent pour la première fois de leur communauté rurale et n'avaient jamais vu une ville. Avec Bogota ils sont servis : plus de 8 millions d'habitants, une cinquantaine de kilomètres de long, jouxtant des montagnes majestueuses Le local se trouve dans la ligne de décollage des avions, qui passent en nombre tout au cours de la journée. Je retrouve des personnes rencontrées au Chocó il y a trois ans, dans le Putumayo et dans le département del Valle del Cauca, à Cali. C'est émouvant de se revoir.

Dans la région du Bajo Atrato du Chocó, j'avais passé quelques jours, au milieu des plantations de palmiers, avec les paysans et les communautés d'origine africaine expulsés de leurs terres. Nous avions eu des réunions mémorables, à la fois éprouvantes avec les récits des massacres et des exactions, mais aussi festives pour exprimer la priorité de la vie et de la fraternité. Dans le Putumayo, il s'était agi avec la Commission éthique de briser le silence et de faire revivre la mémoire. Dans la forêt amazonienne, nous nous étions aussi remémoré les évènements tragiques de l'assassinat par les paramilitaires de plusieurs leaders de communautés chrétiennes, des responsables de la catéchèse et de la pastorale. Une procession de nuit aux flambeaux avait permis de passer d'une maison des disparus à l'autre et de célébrer une eucharistie de commémoration des morts dans le hangar qui servait de chapelle locale, pour la première fois à cause de la peur. Dans le Cauca, j'avais eu une rencontre avec les Indiens luttant pour l'intégrité de leur territoire, contre les multinationales du pétrole et des mines. Nous avions traversé sur des kilomètres les zones de prospection pétrolière, et j'avais été le témoin des destructions inouïes de la nature, sans véritables précautions, et de l'expulsion des habitants. Les mouvements indiens avaient commencé une marche, qui devait se terminer après plus de 15 jours à Bogota, pour revendiquer leurs droits sur le territoire, base de leur survie.

La rencontre avec les ouvriers de la canne à sucre, s'était déroulée à Cali. En grève depuis plus d'un mois, une première dans l'histoire sociale du secteur, leur revendication consistait à demander d'obtenir deux dollars la tonne de cannes coupées, au lieu d'un dollar. Or, il s'agit d'une tâche épuisante, réalisée dans une chaleur élevée, travail d'esclaves pour fournir du sucre et aujourd'hui de l'éthanol pour l'énergie verte ! Ils étaient au bord de l'épuisement, souffrant de la faim, vivant uniquement, eux et leurs familles, de la solidarité. L'exposé que je fis, dans une cour de l'Université (qui avait refusé de prêter un auditorium) consista à leur dire que leur combat n'était pas isolé et que des millions d'autres dans le monde luttaient pour une société plus juste. Plus tard, j'appris qu'ils avaient dû céder, n'obtenant que 10 cents d'augmentation.

Ce sont des membres de ces différents groupes qui sont présents pour ce séminaire à Bogota. Ils viennent aussi de toutes sortes d'Églises chrétiennes. En effet, les nouveaux mouvements religieux, généralement pentecôtistes ont fait beaucoup d'adeptes parmi eux. Ils offrent une possibilité de se réunir et de former de véritables communautés. Ils s'expriment de manière très émotionnelle, ce dont ces personnes ont tellement besoin face aux tragédies qu'elles vivent. Ils offrent un sens de l'existence, simpliste et fondamentaliste dans l'interprétation de la bible, mais qui correspond à un besoin psychologique. Il s'agit, le plus souvent, d'une sortie du réel social et politique, d'un refuge dans un univers de symboles, mais qui pourrait le leur reprocher ? En effet, il est vrai que les situations, à première vue sans espoir, que vivent ces personnes, les poussent à chercher une réponse dans un au delà qui les distancie de leurs conditions existentielles. D'où le succès des nouveaux mouvements religieux, qui le plus souvent les dépolitisent, en satisfaisant une demande de regroupement solidaire et d'expressions émotionnelles.

Au moins une dizaine de ces Églises sont représentées, depuis l'Église quadrangulaire (les 4 axes de l'univers), jusqu'aux Adventistes du septième jour. Les Indiens présents revivent leurs cultes ancestraux, centrés sur le respect de la nature, la « Pacha-mama » (la terre-mère) et la vénération des éléments de l'univers, les montagnes, le vent, le feu. Une telle réunion est donc de la mise en pratique d'une nouvelle sorte d'œcuménisme, qui n'a rien à voir avec un dialogue entre institutions, mais qui est une rencontre entre croyants vivant les mêmes situations d'injustice et découvrant que le Dieu qu'ils cherchent se trouve dans la quête de justice, de fraternité, d'amour mutuel. C'est au départ d'une expérience commune que se construisent une foi et une spiritualité nouvelles qui s'expriment certes différemment, mais qui trouvent une base dans l'expérience collective de l'injustice et le désir d'en sortir.

L'intervention qui m'a été demandée le premier jour porte sur Les signes des temps et le rôle des religions. Pour partir de leurs préoccupations, j'aborde des thèmes concrets. Le premier, le climat, avec quelques graphiques sur les causes et les effets des changements, dont ils sont très conscients et qu'ils ont déjà évoqués. Toutes les religions ont, d'une façon ou d'une autre, défendu la création, promu le respect de la « Pacha mama », exprimé l'unité de la vie entre les êtres humains et la nature (réincarnation). Ainsi, un moine bouddhiste au Sri Lanka a-t-il lutté avec succès contra la privatisation d'une forêt en faveur d'une multinationale des États-Unis. Au Brésil, un évêque a fait une grève de la faim pour éviter que le Rio São Francisco soit détourné de son cours, laissant de nombreuses communautés locales sans eau, et cela pour alimenter l'industrie privée.

Le deuxième thème fut le système économique en prenant comme exemple le développement de l'agro-énergie, dont plusieurs sont les victimes directes. Le lien avec la foi chrétienne est clair. Les injustices sociales furent combattues par Jésus dans sa société en Palestine. La défense de la terre des ancêtres est à la base des luttes indiennes. Le troisième point de l'exposé aborda le champ politique. Que signifie le socialisme du XXI^{e} siècle dont on parle tant en Amérique latine, celui qui doit intégrer l'idée d'un développement qualitatif (le bien vivre plutôt que la croissance illimitée), celle d'une démocratie permettant à chacun d'être acteur ? À cet effet, le combat politique de Camilo Torres pour une société plus juste en Colombie, en fonction d'une référence chrétienne et pour que l'amour du prochain puisse se réaliser, était pour eux une évocation bien vivante. Je rappelai à cet effet la célébration cette année de l'anniversaire de la mort de Camilo, le 15 février à Cuba où le matin, j'avais donné une conférence dans l'aula magna de l'Université de La Havane sur son engagement chrétien et l'après-midi à 600 enfants d'une école primaire et secondaire, qui à 50 km de la capitale porte son nom. Le mois suivant, ce fut la présentation au Centre culturel de Buenos-Aires, d'un livre portant sur les écrits de Camilo et dont j'avais écrit la présentation. Sa mémoire reste forte dans le continent, plus de 40 ans après sa mort.

Un dernier sujet abordé fut celui de la diversité des cultures et des expressions religieuses de la réalité et aussi de l'importance des célébrations pour alimenter la spiritualité. Les différences doivent être respectées, mais il est possible aussi de trouver des points communs. Le dialogue qui suivit fut animé, avec des questions sur l'éthique sociale, la place des femmes, les religions traditionnelles.

La théologie de la libération

Fin d'après-midi du même jour, retour à l'Université nationale où la paroisse universitaire, dont Camilo avait été le responsable, m'avait invité à faire un exposé sur la théologie de la libération. L'église est pleine. Il s'agit de savoir si cette théologie est un relent du passé ou si elle a encore des choses à dire pour aujourd'hui. Il s'agit bien d'une théologie, c'est-à-dire d'un discours sur Dieu. Elle est ouvertement contextuelle, ce qui signifie qu'elle explicite le lieu d'où elle parle : la situation des pauvres et des opprimés. C'est là qu'elle trouve Dieu. La théologie n'est pas seulement une éthique sociale. Elle aborde les thèmes variés du discours théologique chrétien, soit la christologie, l'ecclésiologie, la théologie pastorale, sacramentelle, etc.

Cependant la morale sociale a été un des thèmes clés de la théologie de la libération. Comme la société actuelle est complexe, elle doit s'appuyer sur une analyse sociale, afin de comprendre les mécanismes de fonctionnement de la société et les causes des inégalités. La doctrine sociale de l'Église le fait aussi, mais de façon implicite. Cette dernière lit la réalité sociale en termes de strates, le bien commun résultant d'une collaboration entre celles-ci, sans remettre en question la structure des classes à l'origine des inégalités. Pour choisir l'analyse, médiation indispensable à la formulation d'un jugement éthique, la théologie de la libération s'appuie sur l'option de l'évangile pour les pauvres. C'est une démarche pré-analytique, un choix, menant à regarder la société avec les yeux de ceux d'en bas. Voilà pourquoi l'analyse marxiste fut privilégiée, celle qui permet de dire pourquoi il y a des opprimés et quelles sont les bases économiques de ces situations.

Contrairement aux déclarations des autorités romaines, l'adoption d'une telle analyse ne débouche pas nécessairement sur l'athéisme. Mais, par contre, elle introduit explicitement la médiation d'une démarche de sciences humaines dans la formulation d'une doctrine sociale, qui ne dépend plus uniquement alors du

prononcé du magistère ecclésiastique ou des autorités religieuses. Aujourd'hui, quelque 40 ans après l'apparition de la théologie de la libération, les champs d'application de sa démarche se sont élargis : théologie de l'écologie, théologie féministe de la libération, réflexion théologique à partir des réalités indiennes.

L'origine de cette pensée a été très liée avec l'expérience des luttes sociales populaires en Amérique latine, vécue au sein de la foi chrétienne. Ce furent surtout les Communautés ecclésiales de base. Mais aujourd'hui la répression ecclésiastique et politique de la théologie de la libération l'a privée de ses lieux de production et de diffusion, c'est-à-dire les facultés de théologie, les centres de pastorale, les publications ecclésiastiques. C'est un obstacle réel, mais qui ne l'empêche pas d'exister, souvent en marge, mais aussi dans des centres œcuméniques ou des universités séculières et surtout au sein de nombreux groupes de base qui peu à peu se reconstituent.

Il n'est guère difficile de constater que la situation mondiale, avec l'ensemble des crises liées à la logique destructrice de la planète et de l'humanité, exige plus que jamais une réflexion théologique de ce type, débouchant sur une éthique collective, base d'un engagement social et d'une spiritualité qui dépasse même les frontières religieuses.

S'engage ensuite une discussion avec l'assemblée.

Après la conférence, le curé actuel de la paroisse universitaire, l'abbé Londoño, me montre la plaque discrète placée sur le mur de l'église et qui rappelle que Camilo assura l'aumônerie universitaire dans les années 60. C'est l'endroit où son corps sera déposé, si un jour l'armée révèle l'emplacement où il se trouve. C'est une réelle émotion, car j'avais célébré la messe avec Camilo dans cette même église. À l'entrée se trouve la tombe d'Ana Maria Salazar, la femme d'Orlando Fals Borda, qui enseigna aussi à cette université. Mais le transfert des restes d'Orlando, mort l'année dernière, n'a pas été autorisé. Un emplacement lui est cependant réservé.

Au Congrès national sur les bases états-uniennes

Le lendemain, le jeudi 8 avril, c'est un autre univers. Les deux commissions des Droits de l'Homme, du sénat et de la chambre des députés organisent conjointement au Congrès national du pays une « *audiencia* » sur le problème des bases militaires des États-Unis en Colombie. Les responsables de cette initiative m'ont demandé de présider la séance, car à trois reprises déjà j'avais assumé la présidence de Tribunaux d'opinion mis sur pied par la Commission du Sénat, respectivement sur l'impunité des paramilitaires, les disparus et les déplacés. Orlando Fals Borda avait participé aux deux derniers jurys. L'activité se tient dans la salle elliptique du Congrès national, là où les présidents prêtent serment. Celle-ci est ornée d'un grand portrait de Bolívar et de tous les attributs de la solennité. La séance commence par l'hymne national.

Dans une brève introduction, du haut du siège du président de la séance, j'aborde d'abord la signification des bases militaires dans le monde : garantir l'accès aux ressources naturelles qui se font plus rares et particulièrement aux énergies fossiles, contrôler les voies de communication et lutter contre le terrorisme, concept aujourd'hui élargi à tout ce qui contredit le projet économique hégémonique. Les États-Unis possèdent près de 700 bases dans le monde. Leur budget militaire dépasse de multiples fois celui de n'importe quel autre pays. Quant à la Colombie, elle occupe une situation géostratégique clé pour le contrôle de l'Amérique latine, aussi bien vers le Sud que vers le Nord. C'est le pays le plus armé du sous-continent. Il dispose d'infrastructures militaires développées. Le Plan Colombie avait déjà permis le développement d'une présence états-unienne, en principe destinée à combattre le narcotrafic, mais largement utilisée pour la lutte antiguérilla. C'est dans ce cadre qu'il faut envisager le nouvel accord d'utilisation et d'extension par l'armée états-unienne d'au moins 7 bases existantes. C'est d'autant plus important que l'Équateur n'a pas renouvelé l'accord sur la base de Manta arrivé à expiration à la fin 2009 et qui abritait les avions Awac, capables de couvrir presque l'ensemble de l'Amérique du Sud, avec leurs appareils d'information et de communication.

Suivit ensuite une présentation par un spécialiste du contenu des accords, notamment concernant les

possibilités d'actions transfrontalières, d'opérations communes, d'impunité des militaires des États-Unis et les contrats passés avec des entreprises états-uniennes pour les travaux d'extension. Des experts analysèrent les aspects juridiques et politiques du problème. Sur le premier point, il fut souligné que le nouvel accord n'avait pas été soumis au parlement colombien, sous prétexte qu'il s'agissait seulement d'une extension d'un accord existant. Un recours sera fait à la Cour constitutionnelle à cet effet. Sur le plan du droit international, un certain nombre de questions furent également soulevées, jetant le doute sur la compatibilité entre ces accords et les traités existants.

Sur le second aspect, le politique, il fut remarqué que cela signifiait une accélération de la militarisation de cette partie du continent, ce qui ne pouvait laisser indifférents les voisins, qui y verront un danger pour leur souveraineté nationale et qui ont déjà réagi (Venezuela, Équateur, Brésil). Par ailleurs, cela ne peut que limiter l'autonomie de la politique colombienne et donc constituer une atteinte à sa souveraineté. Plusieurs mouvements sociaux intervinrent également : syndicats, mouvement des femmes, chacun dans son domaine, soit sur les conditions de travail dans les bases, soit sur les abus sexuels contre les femmes. Dans la conclusion, je résumai l'ensemble des arguments présentés pour en dégager la dimension éthique.

La séance dans son ensemble fut enregistrée et diffusée le lendemain et le jour suivant par la télévision du Congrès. TeleSur (la télévision continentale ayant son siège à Caracas) était aussi présente et après la séance, elle me fit une interview d'une dizaine de minutes qui fut diffusée le soir même sur l'ensemble du continent. En sortant de là, un collègue universitaire colombien me dit : « Nous vivons dans un pays de fous. À la fois certaines formes de démocratie existent et en même temps le gouvernement fonctionne réellement sur d'autres critères, où le non-droit, la violence, les privilèges sont la norme. Le pouvoir a besoin des premières pour agir autrement. Jusqu'à quand les pays occidentaux se laisseront berner, à moins qu'ils y trouvent aussi leur intérêt ? »

À nouveau le séminaire Foi et Politique

Retour, l'après-midi, dans le quartier de Bosa, au sud de Bogota, à la réunion des communautés. Il s'agit cette fois d'un ensemble de témoignages sur ce que chacun a vécu : les menaces, les expulsions, les déplacements, les massacres. Chacun l'exprime à sa manière, par des récits, des chansons, en se référant à sa foi religieuse. Paroles multiples : religiosité indienne, complaintes des peuples noirs, Notre père des mennonites, luthériens, presbytériens, adventistes, catholiques. Toute une réalité humaine partagée qui s'exprime, en forme de respiration profonde, dans la sérénité et la compassion mutuelle. Mais ce n'est pas un « opium », car l'ensemble débouchera sur l'action politique (au sens large). En effet, le lendemain, le thème précis est : Foi et Politique.

Les bases chrétiennes de l'engagement de foi est le thème qui m'a été demandé. Rien de plus adéquat que de reprendre le témoignage de Jésus de Nazareth dans sa société en Palestine. La lecture que nous avons faite de l'évangile est souvent peu en phase avec la réalité sociale du contexte dans lequel Jésus a vécu. Les sadducéens, les pharisiens, les scribes, les hérodiens, les zélotes, ne sont pas uniquement des catégories religieuses. Il s'agit de groupes sociaux, aux caractéristiques bien précises. Les sadducéens sont les grands propriétaires terriens, les grands marchands et les familles des grands prêtres qui forment un groupe de pouvoir au sein du sanhédrin. Les pharisiens forment une sorte de classe moyenne surtout urbaine, généralement artisanale et parmi eux les scribes sont les spécialistes du champ juridique. Les hérodiens, ou partisans du roi Hérode, se trouvent en Samarie. Les zélotes se recrutent parmi les paysans pauvres et veulent le rétablissement du royaume de David. Les sadducéens sont en relativement bons termes avec le pouvoir colonial romain, car leur pouvoir interne en Palestine dépend du bon vouloir de ces derniers : le grand prêtre est le chef de l'État nommé par les Romains. Les marchands vivent du commerce international dans l'empire. Les propriétaires terriens ont leur propriété garantie par les colonisateurs.

Quant au Temple, c'est bien plus qu'une basilique ou une cathédrale. Il s'agit du centre du pouvoir économique : levée des impôts locaux et sur la diaspora ; politique : siège de l'État ; religieux : dépôt de l'arche de l'alliance. Quand Jésus est accusé de vouloir le détruire et pour après le reconstruire en trois jours, cela a un sens politique considérable. La synagogue, fruit de l'exil à Babylone, où les Juifs n'avaient

plus de temple, avait été conservée et c'était le lieu d'expression des scribes et des pharisiens. Jésus, membre de ce groupe, était donc habilité à y prendre la parole. Les exclus de la société, par contre, étaient les pauvres, paysans en majeure partie, croulant sous les taxes du système juif, plus celles des Romains ; les juifs non purs, bâtards ou autres ; les esclaves pour dettes ; les malades incurables : lépreux, épileptiques, malades mentaux. La loi à la fois civile et religieuse, était devenue tellement détaillée et compliquée qu'elle formait un carcan sur la vie des gens.

Alors, Jésus dans tout cela ? Il s'identifie au groupe des pauvres et des exclus. Il annonce les valeurs du Règne de Dieu, son Père : la justice, l'égalité entre les humains, la dignité, l'amour mutuel. Tout cela est au-dessus de la loi, même celle du sabbat ou du pur et de l'impur. Il condamne les riches, comme oppresseurs et leur concède le pardon à condition qu'ils partagent. Il chasse les marchands du Temple. Il guérit les exclus et nourrit les foules. Ses paraboles font allusion à la vie matérielle et quotidienne des gens. Il méprise l'occupant et défie le pouvoir. Il donne les Samaritains en exemple. Il ne veut pas d'un retour à un royaume théocratique comme le prétendent les zélotes et refuse la tentation du pouvoir. Il ne veut pas la violence et prêche l'amour. Sa spiritualité n'est pas un refuge hors de la société, mais une base d'engagement clair. Et c'est bien pour cela que tous les pouvoirs hostiles entre eux : sadducéens, pharisiens, Hérode, Pilate, forment une alliance pour le faire disparaître. Il est trop dangereux pour tout le monde. Même la foule qui n'a pas compris la hauteur de son message et était attirée par des avantages immédiats, choisit Barabbas. S'il s'était contenté de réciter son chapelet sur les places publiques, il n'aurait pas été exécuté. Alors qu'est-ce qu'être chrétien ?

Au sein même des luttes pour la justice, faire référence à sa foi comme source d'inspiration, qui permet d'aller au-delà de l'expérience immédiate, de garder l'espérance dans les pires difficultés, de prendre la résurrection comme symbole de la victoire de la vie sur la mort et de faire le pari de la transcendance. Voilà la base du rapport entre foi et politique. Le débat s'engage. La similarité avec les situations contemporaines est établi par plusieurs. Même ceux qui appartiennent aux Églises pentecôtistes partagent la perspective, parce qu'ils ont reconnu leur situation de vie, leurs combats.

Après cette session, quelques membres de la Commission inter-ecclésiale de Justice et Paix et moi-même nous rendons à la Commission nationale de réparation et réconciliation. Elle a été constituée par le gouvernement et est chargée de faire des recherches sur les cas de massacres et d'expulsions. Le directeur des études sur la mémoire nous reçoit. Il a fait des études de sciences sociales à l'Université nationale du temps de Camilo Torres et pour cela connait bien mes écrits. Je viens pour témoigner de ce que j'ai vu au Bajo Atrato et les membres de la Commission complètent l'information. Étonnant de se trouver en ce lieu ! C'est évidemment une des stratégies officielles, permettant, certes, un travail sérieux d'investigation, mais limité à quelques cas impliquant notamment les paramilitaires. Les moyens manquent évidemment pour aborder toute la situation du pays. Perplexité : faut-il collaborer avec un tel organisme ou, au contraire s'abstenir. La Commission a opté pour la première solution, sans se faire la moindre illusion sur les intentions réelles des hautes autorités, mais parce qu'il faut utiliser toutes les plateformes pour faire entendre la voix des victimes.

À l'Université Javeriana

L'après-midi tout le groupe est amené à l'Université Javeriana des jésuites près du centre-ville. Pour ceux qui viennent pour la première fois dans une ville c'est un étonnement considérable. L'Université est constituée d'un ensemble imposant de bâtiments s'échelonnant sur la colline. L'équipement des salles et des bureaux est des plus modernes. Il est vrai que le minerval [6] des étudiants, qui forme la majeure partie des rentrées financières, est très élevé. Il s'agit d'une de ces institutions, prestigieuse et d'excellence, qui contribue à la reproduction de la société. Pendant longtemps ce fut le lieu privilégié de l'éducation de l'élite, y compris du monde politique et cela l'est encore de manière importante, même si d'autres institutions universitaires ont pris le relais. C'est évidemment le cas de presque toutes les universités privées. Cependant, au sein de la Javeriana, certains professeurs et étudiants, se préoccupent d'un savoir au service des luttes sociales. C'est grâce à eux que les murs de l'institution se sont ouverts. Il s'agit de continuer la réflexion sur foi et politique et je suis invité à faire le premier exposé sur le sujet. Quelque 200 personnes sont présentes.

Inspirés par l'exemple de Jésus, nous pouvons aborder quelques cas concrets contemporains de la relation entre la foi et la politique. Il y a la multiplicité des crises et leurs effets, signifiant un système de mort, alors que l'évangile est la défense de la vie. Se pose aussi la relation des institutions religieuses avec le politique. Ces dernières sont nécessaires pour la continuité historique, mais elles introduisent un élément de contradiction, entre les intérêts institutionnels et les objectifs religieux. Cela amène l'institution à exiger parfois plus que le nécessaire pour son existence, jusqu'à parfois se proclamer religion d'État, ou à estimer que l'évangélisation doit se faire depuis le pouvoir (Inquisition, Opus Dei). Cela n'est guère dans l'esprit de Jésus de Nazareth. Mais cela ne veut pas dire non plus que la religion soit uniquement une affaire privée. Non, elle est une réalité sociale et sa mission prophétique est une dimension essentielle. C'est bien la position des Communautés de base en Amérique latine, qui, pour cette raison, ont vécu de fortes tensions, non seulement avec certains régimes politiques, mais aussi avec les autorités ecclésiastiques. C'est aussi l'option de la théologie de la libération. Tout autre est l'intervention de l'institution religieuse dans les affaires de l'État

Le cas de l'attitude des hiérarchies catholiques face aux nouveaux systèmes politiques en Amérique latine est aussi bien typique. À part quelques exceptions, c'est l'opposition ferme et explicite, due à la fois à une crainte de perdre de espaces institutionnels et à une identification socioculturelle avec les classes dominantes et moyennes. Sans doute y a-t-il des critiques à faire à ces nouvelles expériences politiques, mais on dirait que les chrétiens sont prêts à appuyer des révolutions à condition qu'elles soient faites par des anges. Ils attendront donc jusqu'à la fin du monde. Malheureusement, il ne s'agit pas seulement d'une position politique, sinon d'une autre conception de la foi dans sa relation à la vie collective. Pourquoi donc prendre une position *a priori* antagonique vis-à-vis des projets politiques qui transforment les sociétés en faveur des plus pauvres et dont les réalisations, certes imparfaites et insuffisantes, méritent autre chose que le rejet méprisant ?

Les valeurs du Règne de Dieu, justice, amour, égalité entre les êtres humains, tout cela fait partie intégrante du message de Jésus et ne pas le revendiquer signifie un manque de fidélité à un message et à une pratique qui les ont promues.

Suivent deux exposés sur des exemples de chrétiens impliqués dans la politique. Le premier, donné par un prêtre salvadorien, expliqua comment Monseigneur Romero, un évêque nommé à la tête de l'archevêché de San Salvador pour ses positions conservatrices, changea peu à peu d'attitude, au fur et à mesure qu'il découvrit l'horreur de la répression des milieux populaires par un pouvoir politique au service des intérêts économiques dominants et appuyé par les États-Unis. Au cours de ses homélies hebdomadaires, retransmises par la radio du diocèse à l'audience nationale, il dénonça les injustices et les violences tout en développant une pensée théologique très élaborée, incluant le rôle des chrétiens dans la société, celui de l'Église institutionnelle, le sens de l'eucharistie et du pardon, l'amour du prochain. Il dénonçait sans arrêt les meurtres de paysans, nommant chaque fois le nom des victimes et les lieux des exécutions. Il n'était pas en faveur d'une réponse violente, mais faisait clairement la distinction entre la violence des riches qui défendent leurs privilèges et celle des pauvres qui s'organisent pour se défendre. Dans sa dernière homélie il avait instamment demandé aux soldats de ne pas obéir aux ordres de tuer. Quelques jours après, lorsqu'il célébrait la messe dans la chapelle d'un hôpital, il fut assassiné. Un peu plus tard ce furent 6 jésuites de l'Université centroaméricaine qui subirent le même sort. Aujourd'hui le peuple salvadorien l'a canonisé depuis longtemps et en a fait le patron de l'Amérique.

L'autre témoignage est apporté par deux États-uniennes de Chicago, l'une d'entre elles religieuse. Elles font partie du groupe d'opposition à l'École des Amériques. Cette institution, créée par l'armée des États-Unis pour former les militaires de l'Amérique latine, a fonctionné pendant longtemps au Panama. Elle a été ramenée aujourd'hui aux États-Unis. C'est elle qui a entrainé les artisans des régimes dictatoriaux des années 60 et 70 et formé notamment nombre d'entre eux aux méthodes des interrogatoires et des tortures. Bien des témoignages ont été recueillis à cet égard. Un groupe de chrétiens s'est formé aux États-Unis pour exiger la fermeture de cette école militaire. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés et emprisonnés, pour actions illégales. La séance à l'Université Javeriana se termine par une discussion avec la salle. Comme dans les autres lieux, j'ai apporté plusieurs de mes livres publiés en espagnol, notamment : *Délégitimer le capitalisme et reconstruire l'espérance* ; *Marché et Religion* ; *Sociologie de la*

religion ; *La voie vers l'utopie dans un monde d'incertitude*. Leur vente permet de financer les nouvelles publications des éditions Ruth Casa Editorial, dont le siège est à Panama, la cheville ouvrière, Carlos Tablada, de Cuba, et moi-même, le président.

Le soir Lilia Solano, responsable de Justicia y Vida, vint me prendre pour le dîner, avec un avocat de Barranquilla. C'est elle aussi qui a organisé l'audience au Congrès, car elle travaille comme assistante du sénateur Alexander Lopez du *Polo Democrático*. J'en profite pour téléphoner à Gloria Gaitán, car c'est le 62e anniversaire de l'assassinat de son père, candidat à l'élection présidentielle. Comme tout leader de gauche qui aurait pu réussir, il fallait l'éliminer. D'autres ont connu le même sort plus tard, dont Camilo Torres. Jorge Eleiser Gaitán était un psychiatre de profession et, tout en étant du Parti libéral, il avait opté pour une ligne socialiste. Son assassinat provoqua une véritable révolte menée par les étudiants et qui se termina par un bain de sang. Fidel Castro qui participait à un congrès international d'étudiants qui se tenait à Bogota, participa à ce mouvement. Gloria qui a un doctorat en chimie de la Sorbonne a consacré sa vie à la mémoire de son père et à ses contributions scientifiques et politiques. Fait significatif : ses restes ont disparu. Lui non plus ne peut faire l'objet d'une mémoire, qui doit être effacée par le pouvoir en place. Il y a des morts qui sont plus dangereux que les vivants. Coup de fil aussi à Carlos Gaviria, l'ancien président du *Polo*, car je n'aurai pas l'occasion de le voir.

Le samedi matin, interview de deux heures avec la radio de la Commission justice et paix. Une journaliste mexicaine, qui collabore avec la Commission, m'interroge sur une vue d'ensemble de la situation du monde contemporain, les solutions à la crise aux multiples facettes et la perspective chrétienne. Je rejoins ensuite les communautés à Bosa pour la fin du séminaire. Au cours de la journée, je parle avec une femme indienne, qui me raconte son odyssée. Elle fait partie d'une communauté qui a été déplacée et qui a perdu ses terres. Nous avons eu 130 morts dit-elle. On sent un profond désarroi et une totale incertitude concernant l'avenir.

Au déjeuner, je me trouve à côté d'un paysan du groupe des descendants des esclaves africains. Il est de la région de Barranquilla. Je lui demande ce que les paysans cultivent dans sa région. La réponse est immédiate : de la coca. Comme je lui demande d'en expliquer la raison, il me dit que c'est la seule possibilité de survivre. La région est régulièrement fumigée par l'armée, au moyen d'avionnettes. Cela détruit les récoltes de riz et de bananes. Par contre, la coca peut être récoltée tous les six mois et si l'on coupe immédiatement les feuilles atteintes par les produits chimiques, quelques jours après de nouvelles feuilles poussent et nous pouvons sauver la production. « Curieusement, me dit-il, dans la région montagneuse voisine où les Indiens cultivent aussi la coca, on ne répand pas de défoliants. Le revenu de la coca nous permet à peine de survivre, car le prix payé aux producteurs est très bas. Le profit est réalisé par les intermédiaires et les narcotrafiquants. La vallée près de laquelle nous habitons est le lieu de passage de la drogue. Les feuilles de coca sont transformées en pains d'un kilo, facilement transportables. Nous voyons les passeurs défiler. Un jour ce sont les paramilitaires, puis l'armée, puis la guérilla. Tout le monde est impliqué et amène la coca vers la côte, d'où elle est acheminée vers les États-Unis et l'Europe. Mais tout cela ne se déroule pas pacifiquement. Dans la lutte pour le contrôle du territoire, ce sont les communautés qui paient le prix. Chez eux, il y a eu 140 victimes. Étonnant témoignage qui indique le degré de la désagrégation d'une société.

Le séminaire se clôture par des propositions d'action pour l'avenir : coordinations entre les communautés, appui sur des mouvements sociaux et des ONG de défense des droits humains, formation des dirigeants locaux. Au cours des derniers mois, certains acquis locaux ont été obtenus, grâce à des actions conjointes. Une cour de justice a reconnu les droits des expulsés du Bajo Atrato sur leurs terres. Les zones de biodiversité et les zones humanitaires où se sont réfugiées bien des familles paysannes ont été protégées, grâce notamment à la présence de jeunes étrangers, européens et états-uniens, volontaires de la paix, qui s'y succèdent. Mais il faut que tout cela débouche sur une action politique à plus long terme et le mouvement Colombiens et Colombiennes pour la Paix peut y contribuer. Une note d'espérance est exprimée par des poèmes et par des chants. Certes, une goutte d'eau dans un océan, mais un cri d'espoir qui réaffirme la confiance dans la vie. C'est cela la Colombie, un paysage de mort, dans lequel jaillit constamment une perspective vitale de revendication de justice. C'est ce qu'exprime la belle chanson du poète uruguayen Daniel Viglietti à propos de Camilo Torres :

« *Donde cayó Camilo, nació una cruz, no de madera, sino de luz* »

« Là où tomba Camilo, surgit une croix, non pas de bois, mais de lumière. »

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3105.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3079 – « PAYS DU SUD - Le scandale des agrocarburants ».

[2] Du 19 au 22 avril 2010 – note DIAL.

[3] Forces armées révolutionnaires de Colombie – note DIAL.

[4] Il s'agit de Francisco Santos Calderón – note DIAL.

[5] Université catholique de Louvain – note DIAL.

[6] Les frais d'inscription – note DIAL.